



Déclaration de l'UFDG

La CENI a organisé les 16 et 17 février 2016 à Kindia une rencontre du Comité Inter-Partis avec les acteurs du processus électoral. L'UFDG a participé en même temps que huit autres partis politiques à cette rencontre.

Au cours de ces 2 jours, les travaux se sont déroulés autour des thèmes suivants :

1. le cadre juridique et les implications opérationnelles des élections des conseils communaux et régionaux d'une part et des conseils de quartiers et de districts d'autre part.
2. Les dispositions règlementaires et administratives nécessaires à l'organisation des élections communales, régionales, de quartiers et de districts.
3. la mise en place du cadre de concertation entre la CENI et les acteurs du processus électoral.

Au cours des débats la CENI a fait ressortir les contraintes liées à l'organisation de ces élections.

Parmi ces contraintes il a été évoqué la nécessité d'harmoniser le cadre juridique (code électorale et code des collectivités) et le mode d'élection (uninominal et proportionnel notamment au niveau des districts, quartiers et communes). La nécessité de procéder et de valider le découpage administratif et la cartographie des bureaux de vote a été également rappelée.

Mais à aucun moment de la rencontre, un chronogramme de ces élections n'a été présenté et moins encore adopté par les participants à cette rencontre.

L'UFDG dément donc formellement l'information selon laquelle le chronogramme des élections communales et locales, rendu public le 24 février dernier par la CENI, a été discuté lors de cette rencontre tenue à Kindia les 16 et 17 février 2016.

Conakry, le 26 février 2016

La Direction Nationale de l'UFDG